

INFO RÉGION

*Février mars 2011

TRANSPORTS

On a beaucoup parlé ces derniers mois des transports franciliens et des projets de métro en rocade, notamment à l'occasion du grand débat public qui vient de s'achever après 4 mois et plus de 70 réunions.

Ce débat public dont les synthèses sont attendues pour fin mars aura permis l'expression sans précédent de milliers de Francilien-ne-s qui ont rappelé avec force leur attente prioritaire d'une amélioration urgente du réseau de transport existant auquel ils sont très attachés mais dont tout le monde déplore l'état actuel. Ce débat aura aussi permis, enfin, que l'Etat prenne au sérieux la parole des habitant-e-s et des élu-e-s locaux. Cela aura sans doute contribué à un rapprochement des points de vue entre l'Etat et la région, concrétisé dans la signature commune d'une contribution au débat qui, sans tout régler, loin de là, annonce une volonté nouvelle de l'Etat de ne pas ignorer le terrain et les attentes locales.

Beaucoup reste à faire et, si le rapport de force favorable à la région a sans doute permis de premiers progrès dans les projets annoncés, des garanties doivent encore être données, notamment sur le financement des nouvelles infrastructures de transport programmées et sur la gouvernance des transports franciliens (que l'Etat serait tenté de reprendre en main).

Dores et déjà, on peut cependant espérer que le 94 et plus particulièrement le territoire de Villejuif, sortiront gagnants grâce aux engagements pris sur certains dossiers portés depuis longtemps par la région et le STIF, seuls en charge des transports depuis 2006 où l'Etat leur a transmis une situation catastrophique due au sous-investissement sur les infrastructures et le matériel roulant. En 4 ans la région et le STIF, gouvernés à gauche, ont investi plus que l'Etat dans les décennies précédentes. Mais il fallait passer à la vitesse supérieure, or les projets ambitieux de rénovation et d'offre nouvelle contenus dans le plan de mobilisation régional étaient jusque là largement bloqués faute d'engagements de l'Etat.

Il semble que certains dossiers sont assurés d'avancer vite et ce grâce à la mobilisation des élus régionaux et du STIF où nous avons depuis des mois mené la bataille pour faire avancer des projets au plus près des besoins des habitants.

C'est ainsi qu'il semble clair que le métro en rocade est validé avec, au moins pour le Val-de-Marne le tracé Arc Express-Orbival que nous défendions.

Le prolongement de la M14 jusqu'à Orly est lui aussi engagé.

Et cela doit impacter fortement et positivement la desserte de Villejuif qui sera au carrefour de ces infrastructures.

Toutefois, il faut rester vigilant sur ce dernier point. En effet, lors de la réunion de clôture des débats publics le 31 janvier dernier, D Canépa, le Préfet de Région, a laissé entendre que, s'il était nécessaire d'aller de Maison Blanche à Orly par la M14, le coût engendré par les gares prévues sur ce trajet dans la contribution Etat- Région (le Kremlin Bicêtre, Villejuif IGR, 3 communes Chevilly) était trop important et qu'il s'interrogeait sur la nécessité de faire ces gares supplémentaires.

Cela prouve bien qu'il faudra que nous, élu-e-s de gauche, maintenions la pression pour s'assurer que les promesses de l'Etat ne restent pas lettre morte et que le maillage fin que nous réclamons pour les habitant-e-s et les travailleurs/ses de notre territoire soit bien réalisé.

Cela passe par des financements clairement garantis et le fait que la région et le STIF, porteurs de ces projets avec les villes, gardent la main sur les projets en question, sans mainmise de l'Etat qui pense avant tout métro rapide pour hommes d'affaires !

Vous pouvez compter sur notre engagement et notre vigilance à vos côtés pour faire aboutir au plus vite ces projets de transports attendus par les usagers depuis longtemps.



Christine Revault d'Allonnes

**Conseillère régionale et
Conseillère municipale
de Villejuif**



**Présidente de la Commission
Investissements et suivi du
contrat de projets au STIF**



Pierre Serne

**Conseiller régional et
Conseiller municipal de
Vincennes**



**Président de la Commission
Offre de transports au STIF**

Les demandes des Villejuifois enfin entendues !

Il y a encore quelques semaines, le projet de futur métro automatique restait en suspens, et la situation paraissait compliquée. Deux tracés, et deux philosophies, s'opposaient : celle du gouvernement, privilégiant déplacement rapide et desserte des pôles économiques ; celle de la Région, accompagnées d'un Plan d'investissements massifs dans les réseaux de transports actuels (amélioration des RER, prolongations des lignes de métros...)

Il fallait donc aboutir à une solution unique, en s'appuyant sur le travail mené depuis des années dans nos territoires autour du projet « un métro pour la banlieue ». Et dans cet accord historique du mois de janvier, deux cercles ont selon moi joué un rôle essentiel : le comité de pilotage, dans lequel Jean-Paul Huchon, président de la Région Ile-de-France, a mené les négociations ; et Paris Métropole, la structure initiée par le maire de Paris Bertrand Delanoë dès 2001, et à qui la loi a donné un avis incontournable pour le choix du tracé.

Depuis 4 ans, engagé dans l'ensemble des lieux de décisions (communauté d'agglomération, Paris Métropole, Assemblée Nationale, comité de pilotage) **j'ai porté la voix des habitants, et des collectivités locales, autour d'une même stratégie : trouver des réponses aux lacunes du réseau de transport actuel. J'ai rappelé l'exigence que le futur métro soit localisé dans les zones non desservies,**

Le Point de vue de Jean-Luc Laurent

*Conseiller Régional Délégué spécial du Président sur le Grand Paris et Paris Métropole
Maire du Kremlin Bicêtre*

L'accord entre la Région et l'Etat sur le Grand Paris Express permet de concilier l'amélioration immédiate des transports et les investissements futur pour construire un métro banlieue-banlieue. La Région défendait un projet, le Gouvernement en avait un autre. Après plusieurs années de conflit, il fallait en sortir par le haut du blocage créé par le Gouvernement. C'est le choix responsable qu'a fait la majorité régionale.

La négociation a permis de sécuriser le financement du Plan de Mobilisation qui répond aux difficultés que rencontrent les Franciliens Grâce à l'accord, chaque année d'ici 2020 permettra une amélioration des transports: modernisation des RER, prolongement des métros, nouveaux tramways... Pour le futur métro banlieue-banlieue, la Région a obtenu un tracé et le nombre de gares offrant un maillage fin et de la desserte de territoire peuplés et souvent enclavés. Sur le financement, la Région a défendu les intérêts des collectivités et des contribuables locaux. Nous n'avions pas à payer un « grand chantier » de Nicolas Sarkozy décidé par lui-seul.

afin de permettre aux Villejuifois d'avoir accès, de manière réelle et efficace, aux transports publics. Et nous avons obtenu que soit financé une véritable amélioration du système existant, par le plan de modernisation.

Pour Villejuif, trois stations du futur métro automatique seront donc construites : Institut Gustave Roussy, Villejuif Louis-Aragon, et la station dite « Trois Communes » (Villejuif-Chevilly-Larue-l'Haÿ-les-Roses) dont nous voulons la confirmation. Les connexions avec les lignes 7 et 14 prolongées permettront ainsi de desservir l'ensemble de la commune de Villejuif, position que j'ai portée en tant que député, comme une nécessité absolue.

Il reste encore du travail pour que les travaux du futur métro et du plan de modernisation soient engagés rapidement. Je souhaite d'ores et déjà saluer la mobilisation des Villejuifois et de leurs associations, notamment lors des débats publics. Elle rejoint l'engagement de tous ceux qui, depuis des années, partagent avec conviction et détermination notre volonté d'améliorer la vie des habitants de Villejuif et de notre territoire. Ils ont permis cette belle réussite, nouvelle étape vers un avenir meilleur.

Jean-Yves Le Bouillonnet

Député de la circonscription, Maire de Cachan

Tout le monde est gagnant : les Franciliens d'aujourd'hui, l'Ile-de-France de demain et l'ensemble des collectivités locales dont Jean-Paul Huchon a défendu les intérêts. Villejuif sera au coeur du métro banlieue-banlieue pour se déplacer vers l'est et vers l'ouest sans devoir passer par Paris et votre ville bénéficiera de la liaison nouvelle vers la zone d'emplois d'Orly avec le prolongement de la ligne 14. Pour toutes les villes du Val-de-Bièvre, auxquelles nous sommes attachés, cet accord est historique.